

LES DOSSIERS ÉCONOMIQUES DU PROCHAIN QUINQUENNAT

Une nouvelle mandature de cinq ans se prépare. Bien que nous ne connaissions pas encore l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle – et d'ailleurs cela importe-t-il ? – les dossiers économiques qui attendent d'être pris en charge durant les cinq prochaines années sont lourds et nombreux. Si on devait les résumer en une phrase : l'Algérie est toujours en attente de l'émergence d'une nouvelle économie.

Les politiques conjoncturelles mises en œuvre jusque-là ont eu leurs résultats mais ont aussi atteint leurs limites : le cycle récessionniste a été retourné, les aides à l'emploi ont calmé la poussée du chômage (temporairement), le rattrapage du retard dans l'équipement du pays est en bonne voie ... Tout cela a été possible grâce à un marché pétrolier mondial qui a été favorable mais pas seulement.

Encore fallait-il affecter utilement une partie de cette rente accumulée, encore fallait-il relancer l'investissement public même si le bilan détaillé de cette relance reste à faire et qu'il y a certainement une démarche à revoir.

Ces rattrapages ayant été réalisés, il reste tout de même à lancer de véritables politiques structurelles

capables de casser les rigidités systémiques qui plombent l'économie et d'insuffler une nouvelle dynamique pour installer l'économie sur un sentier de croissance robuste et de longue durée.

Sept dossiers attendent d'être pris en charge dans une approche globale, cohérente et coordonnée.

1°/ Le dossier des hydrocarbures

Ce secteur est et restera encore, pour une bonne période, le pourvoyeur de ressources pour l'économie. Mais il est aussi un secteur industrialisant. Comment maximiser les recettes de l'Etat, garantir l'approvisionnement énergétique du pays à long terme et inscrire ce secteur dans la nouvelle stratégie industrielle aussi bien par la demande qu'il adresse à l'industrie nationale (équipements divers) que par ce qu'il apporte lui-même à l'industrialisation du pays ?

Le problème, on le voit, n'est pas simple.

2°/La nouvelle politique industrielle

L'Algérie doit renouer avec son ambition industrielle en prenant acte, une bonne fois pour toutes, du déclassement du modèle d'industrialisation des années 1970. Le processus

de mondialisation de l'économie et ses impératifs de compétitivité impose une nouvelle démarche de politique industrielle. Il faut la définir en s'inspirant des expériences des pays émergents et en s'ouvrant aux champions mondiaux.

3°/ Dans ce sens, l'économie algérienne a besoin d'une stratégie d'attractivité pour bénéficier des opportunités offertes par le mouvement d'internationalisation des capitaux, les processus d'outsourcing et les politiques de délocalisation des firmes transnationales. Comment faire pour attirer les IDE qui ont incontestablement un effet positif restructurant sur l'économie nationale pour peu que celle-ci développe ses capacités à en tirer profit.

4°/ Le rythme rapide de l'évolution de l'économie mondiale et la place de plus en plus importante qu'occupe l'immatériel, le savoir et la connaissance imposent à l'Algérie de travailler à faire émerger une économie fondée sur la connaissance (EFC) qui stimule la productivité globale des facteurs.

5°/ Au cœur du processus de fabrication de la croissance économique, il y a l'entreprise.

En Algérie, celle-ci est handicapée par de multiples contraintes. La relance par la demande doit laisser progressivement place à une politique de l'offre qui privilégie l'entreprise : fiscalité, crédit, charges obligatoires, formation, innovation : l'Etat a là des champs d'action dont il doit faire ses priorités.

6°/ L'insécurité alimentaire de l'Algérie est réelle et augmente chaque année au rythme de l'accroissement démographique. Les politiques agricoles qui se sont succédé depuis l'indépendance politique n'ont pu diminuer notre sensibilité à cette contrainte alimentaire. Comment élargir au maximum notre marge de manœuvre dans ce domaine et élaborer et mettre en œuvre une stratégie agro-alimentaire qui réduit cette lourde dépendance des approvisionnements extérieurs que nous pourrions de moins en moins assurer.

7°/ L'ouverture économique, la compétition mondiale, la compétitivité ne peuvent être menées avec efficacité que si la politique sociale est en capacité d'assurer, au plan interne, la non-exclusion et la lutte contre la précarité. Dans le même temps, il faut



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

admettre que la gestion du social doit avoir sa propre logique et non pas se dissoudre dans une démarche du «tout est dans tout». Nous ne savons pas encore, en Algérie, gérer le social sous contrainte et nous avons refusé jusqu'à ce jour la dichotomie économique-social. La mauvaise surprise risque d'être grande lorsque le «voile» du pétrole sera levé.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Le bruit glaçant des vestes qu'on retourne !

Présidentielle 2009. Loth Bonatiro, sismologue et candidat à la magistrature suprême, est craint par tous ses adversaires qui lui reconnaissent une qualité redoutable : son sens de la...

...réplique !

Il m'est arrivé à plusieurs reprises, ici même et dans d'autres canards, de chamberer Rédha Malek. Je l'ai toujours fait de manière affectueuse, partant du principe que dans une chronique d'humeur et d'humour, il fallait que mes «amis politiques», ma propre famille de pensée soit passée à la moulinette du pastiche et du rire. Je l'ai fait avec Rédha Malek, cet immense bonhomme. Comme je l'ai fait aussi avec d'autres immenses bonhommes dont je me sens proche, très proche, comme Saïd Sadi du RCD et Hachemi Chérif du MDS. C'est là, la règle du jeu. Commencer par les siens, avant de croquer les autres. C'est donc avec ce préalable que je peux aujourd'hui dire toute ma douleur de voir l'ANR, ce parti républicain fondé par Monsieur Malek, sombrer dans les bras de Abdekka. Oh ! Bien sûr, les «lumières» pourront toujours glousser sur le fait qu'il ne s'agit finalement que d'un petit parti. Peut-être ! Petit parti, mais grandes idées et nobles idéaux. La résistance républicaine face à la menace de l'Etat islamiste. La démocratie face à la chouocratie. La bataille pied à pied

contre les hordes intégristes afin que la peur change de camp. Pourquoi devrais-je avoir honte de cette lutte ? Non ! Je m'en enorgueillis. Et je suis profondément choqué aujourd'hui de voir la route tracée par Rédha Malek dévoyée, violée, dénaturée à l'extrême. D'un parti anti-intégriste, les «successeurs» de Monsieur Malek sont en train de faire un comité de soutien à ce qui symbolise le mieux le new deal islamiste mondial en marche, Boutef'. Ya dine Allah, comment peut-on avoir été de l'aventure Rédha Malek et venir en février 2009 offrir l'ANR au candidat des islamistes ? L'ANR a ses victimes, ses martyrs assassinés par les groupes intégristes armés. Sans y avoir jamais mis les pieds, je suis même convaincu qu'au siège de l'Alliance nationale républicaine, les photos de ces héros de la démocratie sont encore accrochées. Alors, pourquoi ? La réponse, elle n'est pas au siège de l'ANR. Elle est dans ce palais d'où un jour, un homme aigri par la haine aveugle, mais aussi et surtout guidé par un plan de marche, un projet national-religieux, a juré de gommer tous les substrats démocratiques. Cette démocratie qu'il n'a eu de cesse de railler. Il vient une nouvelle fois de prouver, à travers le rapt de l'ANR, que son plan de formatage est en cours. Plus que jamais ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

